

INTERDIRE LES ARMES NUCLÉAIRES

UNE PERSPECTIVE DU PACIFIQUE

« Depuis près de 60 ans, nous avons été déplacés de notre patrie, comme une noix de coco flottant sur la mer. »

– LEMYO ABON, SURVIVANT DES ESSAIS NUCLÉAIRES, ÎLES MARSHALL





Par Nic Maclellan

Contributions de Tim Wright, Tilman Ruff, David Donaldson, Jessica Lawson, Jenna Parker, Tatsuya Tomizawa, Sharon Bhagwan Rolls, François Pihaatae et Christopher J. Loeak.

Traduction française de Bruno Barrillot,
Observatoire des armements
www.obsarm.org

**Publié par Campagne internationale
pour abolir les armes nucléaires (ICAN)
Australie en janvier 2014**

Cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie, à condition que ICAN soit mentionné comme la source.

Contact : info@icanw.org

Couverture : l'essai « Ivy Mike » de 10,4 Mt, effectué en 1952 par les États-Unis au-dessus de l'atoll d'Enewetak, fut le premier essai réussi de bombe à hydrogène.

Cette page : en 1970, un champignon s'élève au-dessus de l'atoll de Moruroa après un essai nucléaire français.

Table des matières

Avant-propos 5

Pasteur François Pibaatae, Conférence des Églises du Pacifique

Introduction 6

La lutte pour un Pacifique indépendant et sans armes nucléaires

Chronologie 8

L'ère nucléaire dans le Pacifique

L'opposition de la société civile 10

Résistance aux essais et à la fabrication des armes nucléaires

L'impact sur la santé 13

Les effets à long terme des essais nucléaires dans le Pacifique

L'action des gouvernements 16

Les dirigeants du Pacifique appellent à une interdiction totale des armes nucléaires

ENCADRÉS

- | | | |
|---|---|----|
| 1 | ÎLES MARSHALL <i>Les survivants des essais nucléaires prennent la parole</i> | 7 |
| 2 | CROIX-ROUGE <i>Les armes nucléaires doivent être éliminées</i> | 12 |
| 3 | FEMLINK PACIFIC <i>Femmes pour un monde de paix dans le Pacifique</i> | 12 |
| 4 | MORUROA <i>Des travailleurs sans protection contre les radiations</i> | 14 |
| 5 | KIRITIMATI <i>Après des décennies restent l'émotion et les blessures</i> | 15 |
| 6 | PRÉSIDENT DES MARSHALL <i>Pour un monde sans armes nucléaires</i> | 17 |
| 7 | TRAITÉ DE RAROTONGA <i>Le Pacifique Sud, zone exempte d'armes nucléaires</i> | 18 |

La **Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN)** est une coalition mondiale d'organisations non gouvernementales travaillant pour un monde exempt d'armes nucléaires. Nous exhortons tous les pays à entamer des négociations dès maintenant sur un traité d'interdiction complète des armes nucléaires. *Pour en savoir plus : www.icanw.org ou www.icanfrance.org*





Îles Marshall : Iroji Kebeili, un jeune garçon des Marshall souffrant de brûlures cutanées après contact avec la « neige de Bikini », cendres radioactives des essais nucléaires américains.

Crédit : gouvernement des États-Unis

Carte : Sites d'essais du Pacifique

De 1946 à 1958, les **ÉTATS-UNIS** ont effectué dans les îles Marshall, au-dessus des atolls de **Bikini** et d'**Enewetak**, 67 essais de bombes atomiques et thermonucléaires. Dans les années 1960, les États-Unis procédèrent à 25 autres essais aux îles **Christmas (Kiritimati)** et 9 au-dessus de l'atoll **Johnston (Kalama)**.

Dans les années 1950, le **ROYAUME-UNI** a effectué des essais d'armes nucléaires en Australie et dans le Pacifique. Depuis 1952, 12 essais atmosphériques ont eu lieu aux îles **Monte Bello**, à **Maralinga** et à **Emu Field** en Australie (1952-1957). Plus de 600 expériences nucléaires « mineures », tels des tests sur des composants de bombes, des essais d'explosifs sur du plutonium, de l'uranium et d'autres matériaux nucléaires, ont été réalisées sur le site d'essais de **Maralinga**.

En 1957 et 1958, sous le nom d'« Opération Grapple », le gouvernement britannique a effectué 9 autres essais atomiques et thermonucléaires aux îles **Kiritimati** et **Malden** dans le Pacifique central.

Après avoir effectué 4 essais atmosphériques à Reggane (1960-61) et 13 essais souterrains à In Eker (1961-66) dans le désert du Sahara algérien, la **FRANCE** a installé son centre d'essais nucléaires du Pacifique en Polynésie française. Pendant 30 ans, entre 1966 et 1996, la France a effectué 193 essais nucléaires atmosphériques et souterrains sur les atolls de **Moruroa** et de **Fangataufa**.

Avant-propos

Le Pacifique uni pour interdire les armes nucléaires

Cette année marque le 40^{ème} anniversaire de l'engagement de la Conférence des Églises du Pacifique pour promouvoir la justice dans une région affectée par les essais nucléaires. En 1967, à Suva, la capitale des îles Fidji, l'Association chrétienne des jeunes filles et le Mouvement des étudiants chrétiens organisaient une rencontre sur les essais nucléaires de Moruroa à Maohi Nui (Polynésie française).

Deux ans plus tard, une grande manifestation contre les essais nucléaires a eu lieu à Suva et cinq ans après, le Comité exécutif de la Conférence des Églises du Pacifique adoptait des résolutions condamnant les essais nucléaires dans la région. Mais pendant près de 70 ans après le premier essai nucléaire dans le Pacifique effectué en 1946 par les États-Unis à Bikini, les membres des Églises ont été forcés de vivre avec la menace de cet héritage. Trois des grandes puissances du monde – les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France – ont effectué des essais nucléaires dans le Pacifique avec un mépris flagrant pour la vie humaine et l'environnement.

Ces activités indésirables ont porté atteinte à des générations des peuples du Pacifique et à des centaines de militaires européens et à leurs familles. Aujourd'hui, ils continuent la lutte pour la justice, frappent aux portes des gouvernements, plaident pour des indemnités, mais leurs cris tombent dans l'oreille d'un sourd.

Les familles des militaires fidjiens qui ont participé aux essais dans le cadre de l'« Opération Grapple », près de l'atoll de Kiritimati en 1957-58 attendent toujours des compensations de la Grande-Bretagne. En Maohi Nui (Polynésie française), les familles des propriétaires fonciers n'ont toujours pas été indemnisées pour les dommages causés sur Moruroa et Fangataufa au cours des essais nucléaires entre 1966 et 1996.

Aujourd'hui, malgré la fin des essais dans la région, le Pacifique continue à faire face à deux menaces nucléaires spécifiques : la persistance de la contamination radioactive due aux essais et les nouvelles conséquences de la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima au Japon.

En mars 2013, l'Assemblée générale de la Conférence des Églises du Pacifique qui s'est tenue à Honiara (îles Salomon), a décidé de rester ferme sur sa position contre les essais nucléaires et pour l'indemnisation des victimes de ces décisions prises en Occident. Les Églises affirment que la justice fait partie intégrante de la paix. Beaucoup de communautés du Pacifique ne sont pas en paix car elles continuent de se battre pour la justice. Et cela implique la reconnaissance des dommages pour des générations

causés par les essais nucléaires sur l'environnement et la vie humaine.

Nos peuples sont dans l'angoisse, en quête de justice pour l'utilisation abusive de leurs terres et de leurs ressources. Les Églises du Pacifique, par l'action de leurs dirigeants comme le pasteur anglican Walter Lini, « père » du Vanuatu, du révérend méthodiste Setareki Tuilovoni de Fidji et John Doom de l'Église protestante maohi – ont lancé le combat pour la justice et la fin des essais nucléaires. Avec la résolution de l'Assemblée générale de la Conférence des Églises du Pacifique de 2013, les gouvernements du Pacifique ont été invités à appeler régulièrement à l'abolition des armes nucléaires et à un juste traitement des personnes touchées par les activités nucléaires. Cela doit se poursuivre même si des aides sont offertes par le Japon, la Chine, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Dans ce but, il faut que nos dirigeants régionaux – laïcs et religieux – reconnaissent les menaces que font peser les armes nucléaires et qu'ils s'expriment avec force pour une interdiction. Dans les instances internationales, y compris dans les conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, le Pacifique doit parler d'une seule voix pour exiger des changements de comportements de la part des plus grandes nations. Nous devons nous exprimer, car si nous restons silencieux, les grands pays se convaincront faussement que leurs essais, le développement et la fabrication d'armes nucléaires sont acceptables. Dans ce monde qui se rétrécit, il est tout à fait possible que le Pacifique, au milieu du monde, puisse être touché par les retombées nucléaires en moins d'une semaine. C'est pourquoi nous allons continuer à réclamer l'interdiction mondiale des armes nucléaires. Ces armes qui ne sont pas bonnes pour le Pacifique, ne le sont pas non plus pour le monde.

Pasteur François Pihatae
secrétaire général de la
Conférence des Églises du Pacifique

Suva, Fidji, janvier 2014

Introduction

La lutte pour un Pacifique indépendant et sans nucléaire

En 2014, les insulaires du Pacifique marqueront le 60^{ème} anniversaire de l'essai nucléaire « Bravo » sur l'atoll de Bikini dans les îles Marshall. Cet essai nucléaire atmosphérique du 1^{er} mars 1954, a répandu des retombées radioactives sur les îles habitées. Aujourd'hui, cette date est commémorée à travers toute l'Océanie comme la « Journée pour un Pacifique indépendant et sans nucléaire ».

Depuis le début de l'ère nucléaire, les îles du Pacifique ont été utilisées pour le développement et la prolifération des armes nucléaires. En août 1945, l'avion Enola Gay a quitté l'île de Micronésie de Tinian pour transporter la bombe atomique jusqu'à Hiroshima. L'année suivante, les États-Unis ont commencé à tester des armes nucléaires dans les îles Marshall. Au cours des cinq décades suivantes, plus de 315 essais nucléaires ont été effectués dans la région par la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

À la recherche d'espaces « vides », les puissances occidentales ont choisi de conduire les programmes d'essais nucléaires de la guerre froide dans le désert de l'Australie centrale ou sur les atolls isolés du Pacifique central et du sud. Des centres d'essais de missiles dans le Pacifique continuent de servir d'infrastructure pour le développement des missiles balistiques intercontinentaux qui sont des composants essentiels des préparatifs de la guerre nucléaire.

Une opposition de longue date de la société civile

Aujourd'hui, de nombreuses communautés du Pacifique vivent avec les conséquences sanitaires et environnementales de ces essais nucléaires. Les témoignages des survivants nucléaires du Pacifique ont renforcé les profondes préoccupations face aux conséquences humanitaires des armes nucléaires et provoqué un large soutien populaire pour un monde exempt d'armes nucléaires. Depuis les années 1950, les Églises, les syndicats, les organisations de femmes et les chefs traditionnels des communautés insulaires ont fait campagne pour mettre fin aux essais nucléaires et pour l'abolition des armes nucléaires.

Depuis leur accession à l'indépendance des puissances coloniales, les gouvernements du Pacifique ont également exprimé leur soutien en faveur du désarmement nucléaire. Au plus fort de la course aux armements américano-soviétique, en 1985 le jour anniversaire d'Hiroshima, les membres du Forum du Pacifique Sud ont signé et ratifié le Traité du Pacifique Sud comme zone exempt d'armes

nucléaires, qui fut une importante contribution régionale au désarmement nucléaire mondial.

Après la fin des essais nucléaires dans la région, en 1996, de nombreux gouvernements insulaires du Pacifique ont continué à soutenir les efforts internationaux en matière de désarmement nucléaire. À l'Assemblée générale des Nations Unies et lors des sommets internationaux, les pays du Pacifique ont voté en faveur des résolutions appelant à un traité mondial interdisant les armes nucléaires.

Une menace qui pèse encore sur l'humanité

Aujourd'hui des milliers d'armes nucléaires restent dans le monde — plus de deux décennies depuis la fin de la guerre froide. Alors qu'elles ont la plus grande capacité destructrice de toutes les armes, elles sont les seules armes de destruction massive qui n'ont pas encore été interdites par une convention internationale. L'explosion d'une seule bombe nucléaire sur une grande ville pourrait tuer plus d'un million de personnes. L'utilisation de dizaines ou de centaines de ces armes pourrait perturber le climat de la planète, provoquant l'effondrement généralisé de l'agriculture et la famine.

Quelque soit l'ampleur de l'attaque, une réponse humanitaire adéquate ne serait pas possible. Étant donné les effets catastrophiques des armes nucléaires, leur interdiction et leur éradication reste la seule ligne de conduite responsable. L'interdiction mondiale des armes nucléaires est attendue depuis longtemps et peut être atteinte dans un proche avenir s'il y a suffisamment de pression de l'opinion publique et des dirigeants politiques. Une interdiction non seulement rendrait illégales l'utilisation et la possession des armes nucléaires par les États, mais elle ouvrirait également la voie à leur élimination complète. Les États pourront atteindre cet objectif de l'abolition en commençant à négocier dès maintenant une interdiction. Les pays insulaires du Pacifique, dont les habitants ont vécu en premier les effets dévastateurs des armes nucléaires, doivent être à l'avant-garde d'un tel effort.

Marshall : Les survivants des essais nucléaires prennent la parole

A lors qu'elle vivait sur l'atoll de Rongelap dans les îles Marshall, Rinok Riklon avait seulement 14 ans lorsque les États-Unis ont procédé à un essai nucléaire sur l'atoll de Bikini voisin. Elle a été atteinte par les retombées radioactives de l'essai nucléaire « Bravo » qui a eu lieu le 1^{er} mars 1954.

« Les gens jouaient avec les retombées qui tombaient du ciel », dit-elle. « Nous les avons mis dans nos cheveux comme si c'était du savon ou du shampoing. Mais plus tard, j'ai perdu tous mes cheveux à cause de ça. »

L'essai Bravo a répandu des retombées dans toute la région nord des îles Marshall et il a été le plus important jamais effectué par les États-Unis. On estime qu'il a été 1 000 fois plus puissant que les explosions d'Hiroshima et de Nagasaki.

Compensations insuffisantes

En vertu d'un accord entre les États-Unis et les îles Marshall, le « Tribunal des réclamations nucléaires » a été créé pour indemniser les dommages à la santé et aux biens du fait des essais nucléaires américains effectués entre 1946 et 1958.

Ce tribunal a rendu de nombreuses décisions pour les gens de Bikini, d'Enewetak, de Rongelap et d'autres atolls, mais les fonds sont insuffisants pour régler les nécessaires compensations. Jusqu'à présent, seulement 150 millions de dollars ont été versés et le gouvernement américain doit encore plus de 2,3 milliards de dollars à la population des îles Marshall.

Malgré une réclamation officielle auprès du Congrès américain en 2000, le gouvernement américain a refusé d'allouer une indemnisation complémentaire pour répondre aux décisions rendues par le Tribunal des revendications nucléaires.

En exil, depuis 60 ans

Lemyo Abou vivait aussi sur Rongelap au moment de l'essai « Bravo » de 1954. « Immédiatement notre eau potable est devenue jaunâtre et la nourriture était amère et insipide », dit-elle. Au fil du temps, elle s'est jointe à d'autres villageois qui ont dû quitter les atolls du nord pour les îles plus importantes de Kwajalein et de Majuro. M^{me} Abou, maintenant âgée de



Haut : Les survivants des essais nucléaires des îles Marshall lors d'une conférence de presse en septembre 2013. **Bas** : Survivantes Lemyo Abon (gauche) et Rinok Riklon (droite).

Crédit : Nic MacLellan

70 ans, aspire au jour où elle pourra rentrer sur son atoll natal. Cependant, seulement un quart de Rongelap a été « réhabilité » et sécurisé pour y habiter, tandis que le reste de l'atoll reste contaminé par des radionucléides comme le césium-137. Six décennies après l'essai « Bravo », la population vit encore en exil, loin de son île natale. Nerje Joseph est un autre survivant nucléaire de Rongelap. Il espère que les États-Unis « répareront les torts » qu'il a subis. « On nous avait promis une compensation et il n'y a pas le

compte », dit-il. « Le Tribunal des réclamations nucléaires a évalué le montant, mais nous n'avons pas reçu un sou. Nous sommes quelques-uns qui restent de la génération qui a vu les essais et en a subi les conséquences. Les États-Unis ne devraient pas nier leur responsabilité morale et nous indemniser alors que nous sommes encore en vie. Nous ne voulons pas que les générations futures aient à souffrir comme nous. »

Chronologie de l'ère nucléaire dans le Pacifique

Années 1940

6 août 1945 L'*Enola Gay* décolle de l'île de Tinian dans les îles Mariannes pour larguer une bombe atomique sur la ville japonaise d'Hiroshima. Trois jours plus tard, la ville de Nagasaki est aussi détruite par une bombe atomique.

Juin 1946 Le gouvernement américain commence une série d'essais nucléaires sur les atolls de Bikini et d'Enewetak dans les îles Marshall, un territoire stratégique sous mandat des Nations Unies administré par les États-Unis. Le programme d'essais compte 67 essais nucléaires atmosphérique entre 1946 et 1958.



L'équipage de l'*Enola Gay* le 6 août 1945.

Années 1950

Octobre 1952 Le Royaume-Uni commence ses essais nucléaires en Australie dans les îles Monte Bello qui se poursuivront par des essais sur le territoire autochtone du peuple Anangu à Maralinga et Emu Field.

Novembre 1952 Les États-Unis procèdent à leur premier essai thermonucléaire, dénommé « Mike » sur l'atoll d'Enewetak dans les îles Marshall.

1^{er} mars 1954 Dans le cadre de l'Opération Castle, l'essai de grande puissance « Bravo » sur l'atoll de Bikini provoque des retombées sur les atolls du nord de l'archipel des îles Marshall comprenant les atolls de Rongelap et d'Utirik, ainsi que sur un bateau de pêche japonais qui se trouvait dans cette zone.

Novembre 1957 Entre 1957 et 1958, le Royaume-Uni effectue 9 essais nucléaires atmosphériques au-dessus des îles Christmas et Malden (qui font partie aujourd'hui de la République de Kiribati).

Années 1960

Août 1963 Le traité d'interdiction des essais atmosphériques est ouvert à la signature.

2 juillet 1966 Après avoir déplacé son site d'essais nucléaires de l'Algérie, la France effectue à un essai nucléaire sur l'atoll de Moruroa en Polynésie française, le premier de 193 essais atmosphériques et souterrains pendant 30 ans.

1^{er} juillet 1968 Le traité de non-prolifération est signé. Les États non-nucléaires acceptent de ne jamais acquérir d'armes nucléaires et les États nucléaires prennent l'engagement juridique de désarmer.

24 août 1968 La première bombe thermonucléaire française, nommée Canopus, explose au-dessus de l'atoll de Fangataufa en Polynésie française.

Photo de fond de page : Le 25 juillet 1946 sur l'atoll de Bikini, les États-Unis font exploser sous l'eau une bombe atomique à 27 mètres de profondeur, coulant 8 navires de guerre disposés à proximité à des fins expérimentales. La puissance explosive de la bombe était de 23 kilotonnes, légèrement supérieure à celle des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, mais plusieurs centaines de fois plus petite que celle de l'infâme essai Bravo de 1954 qui fut la plus puissante explosion nucléaire de l'histoire américaine.
(Notez que cette image a été colorisée)

Années 1970

Avril 1975 La première conférence pour un Pacifique sans nucléaire a lieu à Suva, Fidji, soutenue par la Conférence des Églises du Pacifique, par Against Testing on Moruroa (ATOM), les syndicats, les communautés et groupes de femmes. C'est la première d'une série de conférences du Mouvement pour un Pacifique indépendant et sans nucléaire qui se poursuivra pendant les 30 années suivantes.

Années 1980

6 août 1985 Le traité de la zone exempte d'armes nucléaires du Pacifique Sud est ouvert à la signature à Rarotonga aux îles Cook. Le traité interdit la fabrication, le stationnement ou les essais d'armes nucléaires dans la zone.

Juin 1987 La législation anti-nucléaire de Nouvelle-Zélande interdit les visites dans ses ports de navires porteurs d'armes nucléaires ou à propulsion nucléaire.



Le *Rainbow Warrior*, navire protestataire, dynamité par la France en 1985.

Crédit : Greenpeace

Années 1990

Septembre 1995 Après un court moratoire, la France reprend des essais nucléaires avec 6 tirs sous les atolls de Moruroa et de Fangataufa, suscitant des critiques régionales et internationales. Le dernier essai nucléaire français du 27 janvier 1996 marque la fin des essais dans les îles du Pacifique – mais pas la fin de leurs impacts sanitaires et environnementaux.

24 septembre 1996 Le traité d'interdiction complète des essais nucléaires est ouvert à la signature aux Nations Unies. La Chine, la France, le Royaume-Uni, la Russie et les États-Unis signent tous le traité, l'Inde dit qu'elle ne le signera pas.



La 7^{ème} conférence pour un Pacifique indépendant et sans nucléaire, à Suva, Fidji 1996.

L'opposition de la société civile

La résistance aux essais et à la fabrication des armes nucléaires

Depuis le début de l'ère nucléaire, des mouvements de protestation ont eu lieu à travers les îles du Pacifique contre les armes nucléaires. Il y a eu des manifestations antinucléaires en Polynésie française dans les années 1950, lorsque le leader tahitien Pouvanaa a Oopa — un vétéran de l'armée française dans les deux guerres mondiales — recueillait des signatures pour l'Appel de Stockholm contre l'arme atomique.

En 1954, les îles Marshall ont déposé une requête auprès du Conseil de tutelle des Nations Unies pour s'opposer aux essais nucléaires des États-Unis qui demandait que « cessent immédiatement toutes les expériences avec des armes létales dans cette région ». Elle constatait que les populations avaient « non seulement peur du danger de ces armes meurtrières pour les personnes », mais « qu'elles étaient également concernées en raison du nombre croissant de gens évacués de leurs terres ».

En 1956, après l'annonce du gouvernement britannique du début de ses essais nucléaires aux îles Christmas, les Samoa occidentales ont demandé au Conseil de tutelle de mettre fin aux essais (à l'époque, Samoa était encore un territoire sous tutelle de la Nouvelle-Zélande).

La même année, le Conseil de l'île de Rarotonga a présenté un rapport au Conseil législatif des îles Cook, exprimant son inquiétude et demandant « que la zone d'essai soit éloignée à une plus grande distance des îles Cook ».

En 1957, le journal fidjien *Jagriti* note : « Les pays qui font des essais de ces bombes dans le Pacifique devraient prendre en considération la valeur de la vie des personnes qui vivent dans cette partie du monde. Ce sont aussi des êtres humains, pas des "cobayes". »

En 1975, la Conférence des Églises du Pacifique se joignait à l'Association des jeunes femmes chrétiennes de Fidji et au groupe antinucléaire « Contre les essais à Moruroa » (ATOM) pour accueillir la première conférence « Pour un Pacifique sans nucléaire » à Suva (Fidji). L'objectif du désarmement a été associé au droit à l'autodétermination par le délégué des Nouvelle-Hébrides qui déclara que « l'objectif principal de cette conférence est de mettre fin aux essais nucléaires dans le Pacifique, mais plus nous en discutons, plus il devient évident que la cause principale est le colonialisme ».

En 1980, le mouvement pour un Pacifique indépendant et sans nucléaire (NFIP) a créé un secrétariat à Hawaï — le Pacific Concerns Resource Centre. Le mouvement NFIP mène des campagnes contre les essais nucléaires, l'immersion de déchets nucléaires dans l'océan Pacifique,

le transport de matières nucléaires dans les zones de pêche des îles du Pacifique et contre l'extraction de l'uranium sur les terres autochtones. Dans les années 1980, les Églises, les syndicats et les organisations communautaires ont agi avec succès pour la création d'une zone dénucléarisée du Pacifique Sud et ont soutenu les législations antinucléaires dans des pays tels que le Vanuatu, Palau et la Nouvelle-Zélande.

Aujourd'hui, une forte opposition de la société civile

Même après la fin des essais nucléaires français en 1996, des groupes de citoyens ont continué à faire campagne contre la prolifération nucléaire, appelant les puissances nucléaires à considérer les conséquences sur la santé et l'environnement des essais nucléaires du passé. D'anciens membres des personnels militaires et civils qui étaient sur les sites d'essais nucléaires dans le Pacifique continuent à faire campagne pour le nettoyage des îles et l'indemnisation des personnes affectées par l'exposition aux radiations.

Les gens des pays concernés ont accru leurs campagnes d'actions au cours des dernières années : les soldats et les marins fidjiens cherchant à obtenir des indemnités pour les conséquences des essais nucléaires sur l'île Christmas, le lobbying de Moruroa e tatou, qui rassemble les anciens travailleurs des sites d'essais de Moruroa et Fangataufa, pour obliger la France à faire voter une loi d'indemnisation ; les vétérans australiens des essais atmosphériques à Maralinga, à Emu Field et aux îles Monte Bello mènent des campagnes pour des droits à pension de la part des gouvernements australien et britannique, et enfin, le gouvernement des îles Marshall dépose une procédure pour « changement de circonstances » auprès du Congrès des États-Unis, visant à obtenir une revalorisation du niveau des indemnités prévues par les États-Unis pour les dommages causés aux personnes et aux biens par les essais nucléaires américains.



Ci-dessus : Manifestants pour un Pacifique indépendant et sans nucléaire à Fidji (1996).
À droite : Tee-shirt dénonçant les armes et déchets nucléaires dans le Pacifique.
Ci-dessous : Inauguration du Mémorial des essais nucléaires à Tahiti (2006).



Croix-Rouge : Les armes nucléaires doivent être éliminées

Les sociétés de la Croix-Rouge dans les îles du Pacifique mettent en avant l'impact humanitaire qu'apporterait une guerre nucléaire et font campagne pour un traité d'interdiction des armes nucléaires. En novembre 2011, les sociétés de la Croix-Rouge des îles Cook, Fidji, Kiribati, des États fédérés de Micronésie, de Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga et Vanuatu ont rejoint leurs homologues de 29 autres pays pour demander l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires. Elles se sont prononcées contre le « maintien de dizaines de milliers d'ogives nucléaires, la prolifération de ces armes et le risque constant

qu'elles puissent encore être utilisées ». Leur campagne a été réactualisée en novembre 2013 lorsque le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a établi un plan de quatre ans en vue d'établir un accord d'interdiction et d'élimination des armes nucléaires.

Filipe Nainoca, directeur de la Croix-Rouge de Fidji, estime que la question des armes nucléaires est un objectif urgent pour les pays insulaires du Pacifique, qui ont subi les effets dévastateurs des essais : « Bien que les bombes aient explosé il y a de nombreuses années, leurs effets vivent pour toujours dans nos cœurs, dans nos esprits et dans nos maisons. »

Les jeunes générations

Zakiyya Ali, une étudiante du Muslim College de Suva à Fidji, a remporté, en 2013, le concours régional d'art oratoire de la Croix-Rouge intitulé « Du Pacifique sans nucléaire vers un monde sans armes nucléaires ». Elle a eu l'occasion de faire son discours lors d'une importante réunion mondiale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Sydney en présence de plus de 1 000 délégués : « Nos efforts peuvent apparaître comme de petites taches dans l'océan, mais ensemble, nous pouvons créer une énorme vague de sensibilisation. Nous pouvons créer le changement. Nous pouvons construire un avenir meilleur, un avenir sans nucléaire. »

FemLINKPACIFIC : Femmes pour un monde de paix dans le Pacifique

Sharon Bhagwan Rolls
directrice

Des générations de femmes des îles du Pacifique ont exprimé leurs préoccupations quant à l'impact humanitaire des armes nucléaires : retombées nucléaires dans les océans, atteintes à la santé et au système génétique, pollution de l'environnement, impacts sur la chaîne alimentaire, migration forcée des peuples. FemLINKPACIFIC, membre du Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict et d'ICAN, réaffirme que les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires sont une réalité pour la région des îles du Pacifique, qui continue à subir l'impact de l'emploi et des essais des armes nucléaires.

Dans le Pacifique, comme dans le monde, les relations inégales de pouvoir, l'intolérance, le manque de respect et des valeurs, le manque d'accès aux ressources et à leur contrôle caractérisent la situation des femmes par rapport aux hommes. Cela alimente l'omniprésence de la violence et de l'exclusion, la marginalisation et l'invisibilité des femmes à tous les niveaux de prises de décision, ce qui est préjudiciable à la sécurité humaine.

Cependant, les femmes ne sont pas seulement des victimes passives de la violence et de l'inégalité ; les femmes de la région du Pacifique ont apporté des contributions importantes à la sécurité humaine au sein des familles, des communautés et des pays. Notre travail a pris naissance dès le début avec l'association des Jeunes Femmes chrétiennes de Fidji qui a été un vivier pour le mouvement pour un Pacifique indépendant et sans nucléaire.

Nous sommes impatientes de voir se créer des liens entre les actions pour la prévention des conflits, la sécurité humaine et la gouvernance du secteur de la sécurité, de façon que les gouvernements travaillent activement, en étroite coopération avec la société civile, dans le cadre de la diplomatie du désarmement et de la non-prolifération, y compris pour l'élimination des armes nucléaires. Les femmes sont « actrices de la paix », ce qui signifie qu'elles doivent être soutenues pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en ratifiant la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et pour le développement de partenariats entre les organisations locales, nationales et régionales.

Répondre efficacement aux menaces complexes et multiformes et aux défis à la sécurité humaine dans le Pacifique exige la participation, la reconnaissance et la valorisation des expériences et du rôle des femmes. Il est essentiel d'obtenir dans les îles du Pacifique un fort soutien des organisations gouvernementales et non gouvernementales contre les armes nucléaires. Nous devons faire poids pour la réaffectation des fonds actuellement consacrés aux activités militaires et aux armes nucléaires vers les besoins de la sécurité humaine, pour la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et pour prévenir des menaces sur la sécurité comme le changement climatique. La mise en œuvre de ce cadre régional de la sécurité humaine devrait inclure une collaboration étroite avec la société civile pour l'élimination des armes nucléaires.

Lorsque les femmes se sentent en sécurité, la paix est possible. Lorsque les femmes se sentent suffisamment en sécurité pour résister à la guerre et pour organiser la paix — soit à travers le théâtre, les médias communautaires, des manifestations publiques et la désobéissance civile — alors la paix est en chemin.

L'impact sur la santé

Les effets à long terme des essais nucléaires dans le Pacifique

Pendant et après les essais nucléaires américains, britannique et française dans le Pacifique, les retombées radioactives ont été dispersées dans la région du Pacifique et dans le monde, s'ajoutant au risques de la radioactivité naturelle et au fardeau du cancer. Les risques étaient plus grands pour le personnel militaire et civil qui travaillait sur les sites d'essais, ainsi que pour les populations vivant sur les îles voisines et sous le vent des retombées.

Des années plus tard, bon nombre de ces survivants nucléaires souffrent de problèmes de santé en lien avec l'exposition aux rayons des explosions nucléaires expérimentales. Dans tous les cas où des études de santé adéquates sur des participants aux essais nucléaires atmosphériques ont été effectuées, des conséquences néfastes sur la santé ont été démontrées, même plusieurs décennies plus tard.

Une augmentation des taux de cancer, notamment le cancer du sang (leucémie), a été trouvée chez les vétérans des essais nucléaires du Royaume-Uni, des États-Unis, d'Australie, de France et de Nouvelle-Zélande. Les vétérans des essais des îles du Pacifique comme les Fidjiens n'ont pas subi un moindre risque.

Les communautés insulaires sous le vent des îles Marshall portent le poids de maladies dues à de fortes irradiations, notamment sur des organes exposés directement à des rayonnements élevés, avec des risques de cancer à long terme et une augmentation des taux de cancer de la thyroïde. En plus de l'exposition directe à des retombées radioactives, ces communautés vivent avec un environnement et des ressources alimentaires contaminés sur le long terme.

Tous sont également confrontés à un stress psychologique et une anxiété constants et sont préoccupés pour les générations suivantes. Certains en Micronésie et en Polynésie ont également des graves problèmes de santé dus aux séparations et à l'évacuation de leurs îles. Les études environnementales ont montré de graves niveaux de contamination radioactive persistante des sites d'essais nucléaires.

Les États nucléaires ont exposé aux retombées non seulement les personnes, mais ils ont contaminé leurs maisons et leurs ressources alimentaires et ils ont aussi laissé des quantités importantes de radionucléides à vie longue dans des environnements souterrains fracturés et sous-marins. Tout cela justifie d'importants travaux de remise en état et nécessite une surveillance indéfinie. Ces États n'ont généralement pas évalué correctement les conséquences à long terme, ils n'ont pas entrepris le

nettoyage complet de sites d'essais nucléaires et tenté de réduire les risques de fuites de radionucléides dans la biosphère. Aux îles Marshall, les plantes alimentaires, tels que l'arbre à pain et les noix de coco, absorbent le césium-137 radioactif dans les sols et ce risque est réel aujourd'hui sur Rongelap et d'autres îles contaminées. Pour éviter une exposition à cette contamination, certains survivants nucléaires ont été exilés de leurs îles d'origine pendant des décennies.

« Selon les témoignages des survivants, au lendemain de l'essai nucléaire, une « neige » blanche est tombée du ciel. Peu de temps après les gens ont commencé à éprouver des brûlures de peau, la perte de cheveux, la décoloration de leurs doigts, des nausées et d'autres symptômes de l'empoisonnement aigu d'une irradiation. Ils ont également donné des témoignages sur ce qui s'est passé et sur des maux qu'ils n'avaient jamais connus auparavant, comme des cancers et des retards de croissance chez les enfants. »

– RAPPORTEUR SPÉCIAL DES NATIONS UNIES, 2012

En Polynésie française, les auteurs d'une recherche sur le cancer de la thyroïde ont signalé un risque accru en raison d'importantes doses à la thyroïde reçues avant l'âge de 15 ans. Une étude de 2010 publiée dans le *British Journal of Cancer* note que, si le risque est faible, « la divulgation d'informations sur l'exposition, actuellement classées secret défense, améliorerait grandement la fiabilité de l'estimation du risque ». Beaucoup de données relatives à la santé des travailleurs concernés et des populations sous le vent n'ont soit pas été recueillies de manière appropriée, soit restent couvertes par le secret. Un rapport de 2012 du Rapporteur spécial des Nations Unies « sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux », a constaté que :

Moruroa : Des travailleurs sans protection contre les radiations

Teraivetea Raymond Taha avait seulement 16 ans quand il a commencé à travailler sur l'atoll de Moruroa, le site d'essais nucléaires de la France dans le Pacifique Sud.

« J'ai quitté l'école à 12 ans après le décès de mon père parce que je devais aider la famille », explique-t-il. « À cette époque, le Centre d'essais du Pacifique avait besoin d'un grand nombre de travailleurs. Pour la plupart des Polynésiens comme moi qui ont commencé à travailler dans ces années, c'était la première fois que nous allions avoir un emploi et de l'argent dans notre poche. »

Pas de protection pour les travailleurs

Comme les autres travailleurs Maohi (Polynésiens) du centre d'essais, Raymond a participé aux opérations de nettoyage. Il rappelle qu'à la suite d'un essai atmosphérique à Moruroa en septembre 1966, « nous avons dû ramasser tous les poissons morts et nettoyer tous les débris qui jonchaient les routes ». Le personnel du service de sécurité radiologique testait le sol avec leurs appareils.

« Ils étaient tous habillés dans des tenues spéciales avec des gants et un masque. Nous, les travailleurs maohi, suivions derrière eux, sans aucun équipement spécial pour nous protéger », raconte-t-il. « Les chefs disaient "c'est ok, vous pouvez aller là-bas". Nous avions peur, mais si nous avons refusé, on nous aurait mis dans le prochain avion pour Tahiti.



Un essai nucléaire français en 1968 sur l'atoll de Moruroa.

Nous aurions perdu notre travail, aussi nous avons continué à avancer sans poser de questions. » En 1980, la fille de Raymond, Cintya, est née, la seule fille de ses cinq enfants. Elle est morte un an plus tard à la suite de complications d'une malformation pulmonaire. En 1994, Raymond a été atteint de leucémie et évacué sur une civière dans un hôpital parisien où il a subi deux ans de chimiothérapie.

Le combat pour les compensations

En 2009, pour la première fois, des demandes d'indemnisation ont été engagées à Tahiti pour des travailleurs Maohi qui avaient travaillé sur les sites d'essais. Raymond était l'un des huit plaignants au Tribunal du Travail de la capitale, Papeete — ce tribunal peut juger si la maladie a pour origine son emploi sur un lieu de travail

dangereux. Parmi ces huit cas, seuls trois survivants étaient présents le jour de l'ouverture des audiences. Les cinq autres travailleurs étaient morts de maladies radio induites et étaient représentés par les membres de leur famille. Jusqu'ici, Raymond n'est toujours pas indemnisé.

John Taroanui Doom, secrétaire de l'association Moruroa e tatou, affirme que la loi française d'indemnisation des victimes des essais nucléaires, dite loi Morin, est trop restrictive : « Jusqu'à présent, l'association a commencé à constituer des dossiers pour les anciens travailleurs de Moruroa, dont 146 qui sont déjà morts. Mais nos travailleurs n'ont pas les documents nécessaires pour gagner un procès et très peu d'entre eux ont été reconnus comme victimes ou reçu une compensation. »

« Le déplacement en raison des essais nucléaires, en particulier des habitants de atolls de Bikini, Enewetak, Rongelap et Utrok, a créé des nomades qui sont détachés de leurs terres et leur mode de vie autochtone traditionnel ». Les habitants de l'atoll de Rongelap ont été évacués de leurs maisons en 1946, ils sont revenus en 1957 et, finalement, ils ont quitté volontairement Rongelap en 1985 sur le navire *Rainbow Warrior* de Greenpeace. Le Congrès américain a alloué 45 millions de dollars à un fonds spécial pour le nettoyage partiel de l'île principale de l'atoll en vue de leur réinstallation à Rongelap. Mais moins de 10 % des atolls de Rongelap, Rongerik et Ailinginae ont été assainis, et les anciens habitants en exil demandent un nettoyage plus complet avant leur retour.

Un autre important problème de santé, sans rapport direct avec le nucléaire, est l'intoxication par la ciguatera, un problème commun dans le Pacifique. Certaines algues de la famille des dinoflagellés produisent des toxines qui s'accumulent dans la chaîne alimentaire des poissons et peuvent empoisonner les gens qui les consomment. Ces algues prolifèrent sur les coraux morts et endommagés. De fortes augmentations de cas de ciguatera, et des flambées spectaculaires sur plusieurs années, ont eu lieu aux îles Marshall et en Polynésie française à la suite des dégradations sur les récifs causées par les explosions nucléaires et les travaux d'infrastructures des sites d'essais.

Kiritimati : Après des décennies, restent l'émotion et les blessures

Sui Kiritome Sui Kiritome est une citoyenne de la République de Kiribati, groupe de 33 atolls dispersés au-dessus de l'équateur dans le Pacifique central. Dans les années 1950, Kiribati était une colonie britannique et le Royaume-Uni a effectué une série d'essais nucléaires sur les îles Malden et Christmas (qui porte aujourd'hui le nom de Kiritimati).

Il y avait un certain nombre de travailleurs dans les plantations de Kiritimati, originaires des îles Gilbert, quand le Royaume-Uni a installé une base militaire pour son programme d'essais nucléaires de 1957-58. M^{me} Kiritome a été témoin de l'essai nucléaire au nom de code « Grapple Y » en avril 1958, une explosion de 3 mégatonnes qui a provoqué des retombées sur la force navale britannique et sur le camp militaire de l'île Christmas.

Aucune protection des retombées

Les habitants de l'île ont été informés « juste avant l'essai » qui était sur le point d'être mis à feu, explique-t-elle. On ordonna aux insulaires de monter sur un navire de guerre britannique où « un film a été projeté, et des bonbons distribués ». Son mari était interprète pour l'armée britannique et il

a expliqué aux habitants de l'île ce qui se passait.

« Quand le compte à rebours de l'explosion a commencé, mon mari a dit aux gens de mettre leurs mains sur leurs oreilles pour atténuer le bruit de l'explosion. Peu après l'explosion, le capitaine est venu vers mon mari et nous a invités à l'accompagner sur le pont pour voir ce qui s'est passé après l'explosion », se souvient-elle.

« Nous sommes allés sur le pont et nous avons vu que tout le monde portait des vêtements de protection ... et nous, nous étions sur le pont avec des vêtements normaux. Nous avons regardé le nuage noir et la fumée de l'explosion, qui dérivait vers nous. Quand il est venu au-dessus de nous, j'ai senti quelque chose comme une légère douche qui tombait sur moi. Je pensais que c'était la pluie. » Quand elle rentra à la maison tard dans la journée, elle a remarqué que la porte et les fenêtres vitrées de leur maison étaient brisées. Le mur de béton était fissuré, et qu'une frégate aveuglée courait autour de la maison.

Conséquences sanitaires de l'essai

« Quelque temps après l'essai, il s'est passé quelque chose sur ma tête et mon visage. Chaque fois que je me

peignais, je perdais des mèches de cheveux et je sentais comme des brûlures sur mon visage, mon cuir chevelu et sur mes épaules », se souvient-elle. « Mon visage était le plus touché parce que j'avais regardé en l'air le nuage noir de l'explosion qui était directement au-dessus de nous et quand la légère douche est tombée sur mon visage... Les marques restent sur mon visage jusqu'à aujourd'hui. C'est sur mon visage depuis 40 ans et encore maintenant. »



Sui Kiritome



Les soldats fidjiens du camp militaire de l'île Christmas pendant les essais britanniques de 1957-58.

L'action des gouvernements

Les dirigeants du Pacifique appellent à une interdiction totale des armes nucléaires

Au cours des dernières années, les gouvernements du Pacifique ont appelé à une action sur les armes nucléaires à l'ONU et lors des sommets internationaux sur le désarmement. De nombreux États insulaires du Pacifique, notamment les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et le Vanuatu, ont voté en faveur des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies appelant à un traité d'interdiction des armes nucléaires.

Lors du Comité préparatoire du TNP en 2013, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Fidji, les îles Salomon, Samoa et Tonga ont signé une déclaration conjointe soulignant les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires et exigeant plus de progrès pour leur élimination totale dans le monde entier. Onze nations insulaires ont co-parrainé une déclaration similaire à la Première Commission de l'Assemblée générale de l'ONU en octobre 2013 : Fidji, Kiribati, les îles Marshall, Nauru, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, les îles Salomon, Tonga, Tuvalu et le Vanuatu.

Positions nationales

La nation mélanésienne du Vanuatu s'est déclarée dénucléarisée dès son indépendance en 1980 et soutient aujourd'hui un traité d'interdiction des armes nucléaires. Dans une lettre envoyée à ICAN en octobre 2012, le président du Vanuatu, Iolu Abil, a exprimé son soutien « à une action commune pour interdire et éliminer les armes nucléaires et assurer ainsi la sécurité de l'humanité dans le monde entier ». Lors de la Conférence d'Oslo sur l'impact humanitaire des armes nucléaires en mars 2013, le gouvernement du Vanuatu a réaffirmé sa conviction que « l'abolition totale des armes nucléaires, des essais et de leur stockage par les États qui les possèdent est la seule façon de garantir un monde dénucléarisé ».

Fidji soutient aussi un traité d'interdiction des armes nucléaires. Lors de la Conférence d'Oslo, les délégués fidjiens ont soutenu que « les armes nucléaires n'ont aucune utilité dans le monde d'aujourd'hui » et « qu'elles devraient être totalement interdites ».

En raison de leur statut de libre association avec les États-Unis, Palau et les États fédérés de Micronésie se sont abstenus ou ont voté contre des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies sur un traité interdisant les armes nucléaires. Cependant, l'autre État associé avec les États-Unis, les îles Marshall, a soutenu un

traité d'interdiction des armes nucléaires.

Vivant avec les conséquences sur la santé et l'environnement de 67 explosions nucléaires atmosphériques, les îles Marshall ont longtemps fait campagne pour l'abolition des armes nucléaires. Dans une lettre envoyée à ICAN en novembre 2012, le président des îles Marshall, Christopher J. Loeak, a exprimé son soutien à l'interdiction des armes nucléaires.

« Nous sommes d'avis que les armes nucléaires ne servent à rien dans le monde contemporain, mais plutôt qu'elles n'existent que comme un risque qui pourrait conduire à des catastrophes humaines aux proportions sans précédent... C'est pourquoi ... les armes nucléaires devraient être totalement interdites. »

– POSITION DE FIDJI, MARS 2013

Les États insulaires du Pacifique ont longtemps été moteurs dans les efforts mondiaux pour éliminer les armes nucléaires. Lors de l'Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 1992, les ministres de la santé de Tonga et du Vanuatu ont été parmi les co-parrains d'une résolution adoptée pour demander un avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ) sur le statut juridique de l'utilisation des armes nucléaires.

Lorsque le tribunal a traité cette question trois ans plus tard, les îles Marshall, Samoa et les îles Salomon ont présenté à la Cour des mémoires très circonstanciés. Au cours de la même année, les États fédérés de Micronésie, les îles Marshall, Samoa et les îles Salomon ont rejoint la Nouvelle-Zélande et l'Australie, menant la France devant la Cour internationale de Justice en raison de la poursuite de ses essais nucléaires en Polynésie.

Président des Marshall : Pour un monde sans armes nucléaires

Christopher J. Loeak
Président des îles Marshall

L'héritage radiologique des essais d'armes nucléaires des États-Unis dans les îles Marshall est toujours présent à ce jour et persistera pendant de nombreuses années à venir. Au cours de la période allant du 30 juin 1946 au 18 août 1958, les États-Unis ont effectué 67 essais nucléaires aux îles Marshall, tous considérés comme atmosphériques.

Le plus puissant de ces essais a été le tir « Bravo », un engin de 15 mégatonnes qui explosa le 1^{er} mars 1954 sur l'atoll de Bikini. Ce seul essai était équivalent à 1 000 bombes d'Hiroshima. Bien que l'essai « Bravo » soit bien connu, il faut savoir que 17 autres explosions dans les îles Marshall ont eu une puissance d'une mégatonne et que l'énergie totale développée par les 67 essais s'élevait à 108 mégatonnes, soit l'équivalent de plus de 7 000 bombes d'Hiroshima.

À titre de comparaison, il faut noter que de 1945 à 1988, les États-Unis ont réalisé un total de 930 essais nucléaires connus ayant développé une puissance totale estimée à 174 mégatonnes. Environ 137 mégatonnes de ce total ont explosé dans l'atmosphère.

En d'autres termes, alors que le nombre d'essais effectués aux îles Marshall ne représente qu'environ 14 % de tous les essais américains, la puissance totale des essais des Marshall a représenté près de 80 % du total des essais atmosphériques



Le Président Loeak à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2012. Crédit UN Photo/J. Carrier

des États-Unis. Le monde ne devrait jamais autoriser de telles souffrances et dévastations causées par des essais nucléaires sur des êtres humains, jamais.

Le peuple des îles Marshall connaît trop bien les effets horribles des armes nucléaires. Au nom du gouvernement de la République des Îles Marshall, je voudrais profiter de cette occasion pour saluer la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires qui travaille avec une telle combativité et une telle créativité dans la poursuite de notre objectif

commun pour un monde exempt d'armes nucléaires.

Je suis avec vous pour appuyer les points de vue exprimés par les représentants de plus de 140 pays pour conclure une convention sur les armes nucléaires. La République des îles Marshall promet son entier soutien à cette cause importante.

Extrait d'une lettre du Président Loeak à ICAN en novembre 2012.

L'approche humanitaire

Les citoyens d'une région qui a connu plus de 300 explosions nucléaires expérimentales sont bien conscients des conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires. Les petits États insulaires comme Tuvalu — un pays de 10 000 habitants seulement — ont assisté à la conférence d'Oslo sur l'impact humanitaire des armes nucléaires en mars 2013.

Des pays et territoires du Pacifique qui ne sont pas membres des Nations Unies, comme les îles Cook, se sont prononcés en faveur d'un traité d'interdiction des armes nucléaires. Lors de la conférence d'Oslo, le gouvernement des îles Cook a exprimé son soutien pour la politique en

faveur du désarmement de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui préconise des négociations pour un traité interdisant l'utilisation et l'élimination complète des armes nucléaires.

Les membres du Forum des îles du Pacifique réitèrent leur appui pour le désarmement nucléaire. Sur la scène internationale, les gouvernements insulaires du Pacifique se sont fortement engagés pour le traité d'interdiction complète des essais nucléaires et Fidji a été le premier État au monde à ratifier ce traité en octobre 1996. Les membres du Forum ont accueilli des stations de surveillance pour soutenir le système international de vérification du traité.

Traité de Rarotonga :

Le Pacifique Sud, zone exempte d'armes nucléaires

Au plus fort de la course aux armes nucléaires entre les États-Unis et l'Union soviétique, un traité pour créer une zone exempte d'armes nucléaires du Pacifique Sud a été ouverte à la signature lors du jour anniversaire d'Hiroshima en 1985, lors de la réunion du Forum du Pacifique Sud à Rarotonga (Iles Cook). Le Traité de Rarotonga a été négocié après des décennies de campagnes menées par les syndicats, les Églises du Pacifique et le mouvement pour un Pacifique indépendant et sans nucléaire. Les gouvernements de Fidji, de la Nouvelle-Zélande et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée avaient co-parrainé une résolution de l'ONU en 1975 appelant à un tel traité.

Les obligations du traité

En vertu du traité, les États de la zone s'engagent à ne jamais développer des armes nucléaires. Il y a aussi trois protocoles, par lesquels les États nucléaires avec leurs territoires dans la zone (France, Grande-Bretagne et États-Unis) acceptent d'appliquer le traité dans leurs territoires. En acceptant les protocoles, toutes les puissances nucléaires s'engagent à

ne pas utiliser ou menacer d'utiliser une arme nucléaire contre les pays de la zone, et à ne pas procéder à des essais de dispositifs nucléaires dans la zone.

Certains États insulaires du Pacifique comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon ont souhaité une zone exempte d'armes nucléaires plus globale visant à interdire des activités telles que les essais de missiles ou les visites portuaires par des navires équipés d'armes nucléaires.

Cependant, l'Australie et la



Manifestation antinucléaire à Rarotonga, îles Cook, en 1995. Crédit : Greenpeace

Nouvelle-Zélande ont fait pression pour que la zone ne soit pas une contrainte pour les déploiements militaires de leur allié de l'ANZUS, les États-Unis. La contribution du gouvernement australien, en avril 1985, notait que « *la proposition vise à maintenir les avantages de sécurité offerts au sud-ouest du Pacifique par le traité ANZUS et la présence de sécurité des États-Unis dans la région* ».

La Russie et la Chine ont été les premiers à signer les protocoles, respectivement en 1986 et 1987, s'engageant à ne pas stocker ou faire des essais d'armes nucléaires dans la région ou de les utiliser contre l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou les pays insulaires. La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont refusé de signer ces protocoles au traité pendant une décennie, mais ils les ont signés le 25 mars 1996, après la fin des essais nucléaires français à Moruroa et Fangataufa. Jusqu'à présent, cependant, le gouvernement américain n'a toujours pas ratifié sa signature par un vote du Sénat, même si le président Barack Obama a officiellement appelé le Sénat à ratifier les protocoles du traité en mai 2011.

Le temps est venue d'agir pour une interdiction complète

De nombreux pays insulaires du Pacifique ont exprimé leur déception et leur frustration face à l'actuelle lenteur du processus pour un monde débarrassé des armes nucléaires. Les pays dotés d'armes nucléaires, qui sont légalement tenus de poursuivre des négociations « *de bonne foi* » pour le désarmement nucléaire, ont jusqu'à présent échoué à présenter une feuille de route claire pour l'élimination. Au lieu de cela, ces États investissent massivement dans la modernisation de leurs forces nucléaires, avec l'intention apparente de les conserver pendant de nombreuses décennies à venir.

Il ne faut pas se satisfaire d'un échec prolongé du désarmement nucléaire. Tant que les armes nucléaires

existeront, il y a un réel danger qu'elles seront utilisées à nouveau — que ce soit par accident ou intentionnellement — et les conséquences seraient catastrophiques. Un traité interdisant ces armes de terreur et de destruction massive les plus dangereuses est une urgente nécessité.

La conférence d'Oslo sur l'impact humanitaire des armes nucléaires en mars 2013 et les autres initiatives de désarmement humanitaire adoptées au cours des dernières années, ont contribué à créer une dynamique de négociations pour une interdiction. Les États insulaires du Pacifique — qui ont trop bien compris les effets horribles des armes nucléaires — sont bien placés pour jouer un rôle de chef de file dans ce processus, assurant que personne d'autre ne souffrira jamais comme ils ont souffert.

« Il est difficile de comprendre pourquoi, après bientôt un demi-siècle de Traité de non-prolifération, il n'y a pas davantage de progrès dans son engagement pour un monde sans armes nucléaires. »

– JOHN KEY, PREMIER MINISTRE DE NOUVELLE-ZÉLANDE, 2013

« En tant que pays épris de paix, les îles Salomon s'unissent aux efforts pour un monde exempt d'armes nucléaires. Les essais nucléaires ont vu des peuples déplacés dans le Pacifique et des populations continuent de souffrir de leurs effets sur la santé et le système génétique. Les essais nucléaires ont également contaminé l'environnement. Nous sommes d'avis que les armes nucléaires n'apportent pas la sécurité des personnes, mais sont une menace pour l'humanité. »

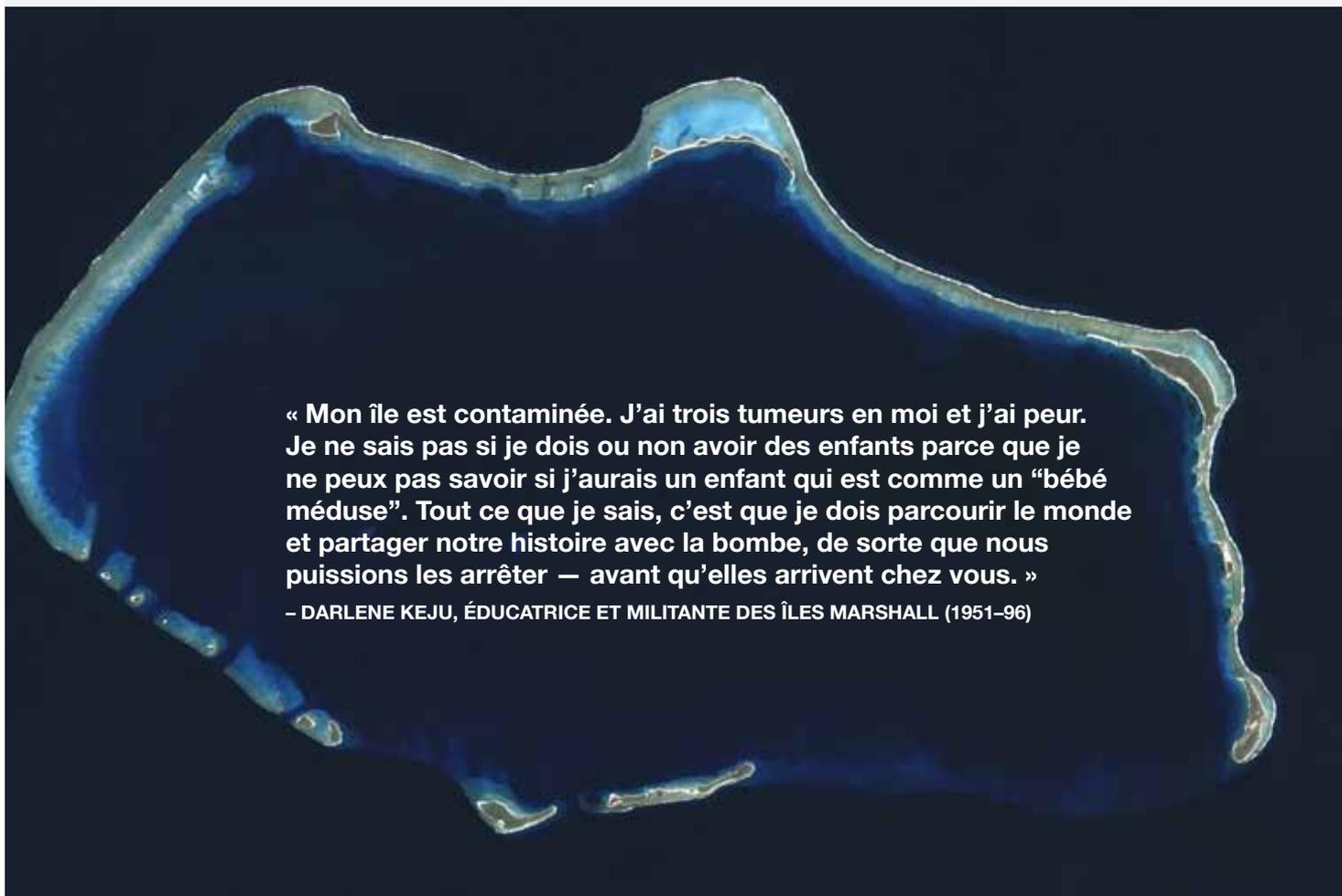
– CHRISTOPHER LAORE, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, ÎLES SALOMON, 2013

« J'apporte mon soutien ... pour un engagement commun pour interdire et éliminer les armes nucléaires et assurer la sécurité des êtres humains à travers le monde. »

– IOLU JOHNSON ABIL, PRÉSIDENT DU VANUATU, 2012



Le champignon de « Romeo », bombe thermonucléaire de 11 mégatonnes testée par les États-Unis, se lève sur l'atoll de Bikini en mars 1954.



« Mon île est contaminée. J'ai trois tumeurs en moi et j'ai peur. Je ne sais pas si je dois ou non avoir des enfants parce que je ne peux pas savoir si j'aurais un enfant qui est comme un "bébé méduse". Tout ce que je sais, c'est que je dois parcourir le monde et partager notre histoire avec la bombe, de sorte que nous puissions les arrêter — avant qu'elles arrivent chez vous. »
– DARLENE KEJU, ÉDUCATRICE ET MILITANTE DES ÎLES MARSHALL (1951–96)



Ci-dessus : Image satellite de l'atoll de Bikini aujourd'hui.
À gauche : Une explosion thermonucléaire américaine en 1951.
À droite : Darlène Keju, militante des îles Marshall.